

Aux élu-e-s du Comminges

Objet : suites à l'abandon de la fermeture de la trésorerie de l'Isle-en-Dodon

Madame, Monsieur,

La CGT Finances Publique 31 a mené depuis juin 2015 une bataille d'idées contre la fermeture de la Trésorerie de l'Isle-en-Dodon. Avec l'appui de nombreux élus locaux et nationaux, de la population et de l'union locale CGT de Saint-Gaudens, nous avons, tous ensemble, réussi à repousser la fermeture de ce service public de proximité.

La décision ministérielle de ne pas valider la proposition de fermeture de la Direction Régionale des Finances publiques constitue sans nul doute un point d'appui important dans le nécessaire combat contre la désertification des territoires et la disparition programmée des services publics de pleine compétence.

Aux Finances publiques, le niveau des emplois vacants dans le département rend de plus en plus difficile l'exercice des missions : 57 emplois ne sont pas pourvus pour les catégories C et B. **Le Comminges participe très lourdement au « financement » de ces emplois vacants (le tiers des emplois vacants du département).**

Dès aujourd'hui, **il est important d'interpeller la Direction Régionale pour qu'aucun emploi vacant ne subsiste à la trésorerie de l'Isle-en-Dodon.** Les personnels connaissaient déjà des conditions de travail dégradées, ils ne doivent pas être « punis » de l'abandon de la fermeture de la trésorerie.

La loi NOTRé, qui prévoit l'obligation de fusion des intercommunalités de moins de 15 000 habitants, va générer à moyen terme un big bang dans l'implantation des services des Finances Publiques. Les projets de fusion entre les intercommunalités circulent déjà et nous amènent à penser que 6 à 7 intercommunalités pourraient subsister dans notre département. La Direction Générale ne manquera pas cette occasion de continuer son « adaptation du réseau » et de supprimer des emplois par dizaines.

Les missions Fiscalité Immobilière (gestion et contrôle des successions et ISF) et Contrôle des particuliers ont été transférées à Toulouse depuis fin 2013, sans les emplois. **La CGT avait à l'époque dénoncé la création « d'un paradis fiscal » dans le Comminges.** Nous vous rappelons que la fraude fiscale à l'échelle de la Haute-Garonne est évaluée à 1 milliard d'euros. **Ces sommes sont à mettre en parallèle avec le coût de la rénovation et de la remise en service de manière protectrice de l'environnement de la ligne ferroviaire Montréjeau-Luchon (coût estimatif de 54 millions d'euros).**

La fusion en cours des Services de Publicité Foncière et des Pôles Enregistrement de notre administration prévoyait le transfert de cette mission de Saint-Gaudens vers Toulouse. **L'abandon de la fermeture de la trésorerie de l'isle-en-Dodon a décidé le directeur régional à reporter de cette fusion: le service Enregistrement restera rattaché au Service des Impôts des Entreprises de Saint-Gaudens.**

Nous estimons qu'il est de la responsabilité de toutes les forces politiques et sociales qui se réclament de la défense du service public de s'exprimer fortement auprès de l'Etat pour réaffirmer leur utilité dans cette période de crise économique, de chômage et de recrudescence de la fraude fiscale.

Nous restons disponibles pour tout complément d'information ou rencontre.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, nos salutations militantes.

Pour la CGT Finances Publiques 31,

Boris Beaudoin,



Secrétaire CGT Finances Publiques 31

Séverine Bolognesi-Fourcade,



Secrétaire-adjointe CGT Finances Publiques 31

Syndicat CGT Finances Publiques – Section de Haute Garonne

Centre Régional des Finances Publiques

Place Occitane

31039 Toulouse cedex

<http://www.resoo.com/cgt31-impots-tresor/>

cgt.drifip31@dgifip.finances.gouv.fr